“ qui elles sont affectées et leurs successeurs en tout droit
 “ de propriété, à savoir aux gentilshommes et ceux qu’il juge-
 “ ra gens de mérite, en fiefs, seigneuries, châtellemes, com-
 “ tés, vicomtés, baronnies et autres dignités relevant de
 “ nous... à telles charges et redevances annuelles, qu’il avi-
 “ sera, dont nous consentons qu’ils en demeurent quittes
 “ pour les six premières années.”

Cette entreprise ne réussit pas, et il en fut de même de toutes celles qui suivirent jusqu’à l’octroi de la charte de la compagnie des Cent-Associés, ou compagnie de la Nouvelle-France, accordée le 29 avril 1627 par le cardinal Richelieu, ministre de Louis XIII, et confirmée par le roi le 6 mai 1628.

Il y eut cependant avant cette charte de la compagnie de la Nouvelle-France, quatre concessions seigneuriales faites dans la Nouvelle-France, sous le gouvernement des vice-rois.

La première est la concession de la seigneurie du Sault-au-Matlot accordée par le Duc de Montmorency, vice-roi de la Nouvelle-France, le 4 février 1623, en faveur de Louis Hébert, le premier colon canadien, et confirmée, le 28 février 1626, par le Duc de Vantadour, successeur du Duc de Montmorency. C’est dans ce fief que se trouvent aujourd’hui le séminaire de Québec et l’Université Laval.

La seconde serait une concession au Cap Tourmente faite en 1624, à Guillaume de Caen. Cette concession fut révoquée par la Compagnie de la Nouvelle-France. Il n’y a aucune trace de cette concession dans nos archives.

Moreau de St-Méry, lois et constitutions françaises de l’Amérique Vol. I, p. 48.

La troisième concession est la concession faite, le même jour que la concession du Sault au Matlot, au même Louis Hébert, par le Duc de Vantadour d’une seigneurie sur la rivière St-Charles, connue sous le nom de St-Joseph.

La quatrième est la concession de la seigneurie de Notre-Dame-des-Anges, faite aussi par le Duc de Vantadour aux Pères Jésuites, le 10 mars 1626 et confirmée par la Compa-